

LETTRE N°14 – JUIN 2025



Lettre d'information du laboratoire MIL (EA7382) Marchés, Institutions, Libertés

Chers membres du laboratoire MIL,
Chers lecteurs,

Dans le sillage de sa très bonne évaluation par le HCERES en novembre dernier, le laboratoire MIL a connu une période particulièrement dense de janvier à juin 2025.

Il faut, tout d'abord, se réjouir de notre positionnement au sein de réseaux académiques internationaux. Le MIL a ainsi rejoint le prestigieux réseau "PROSPER", qui est coordonné par la Dublin City University et qui réunit une dizaine d'universités européennes de renom autour de recherches portant sur les mutations du modèle économique et social européen. L'insertion dans ce réseau confortera la lisibilité internationale de notre équipe, notamment en droit européen.

Mais la dynamique du MIL s'observe, également, par sa capacité à répondre à des appels d'offres de recherche, désormais incontournables pour le financement et la visibilité de la recherche. Au sein de l'UPEC, le MIL est associé, dans le cadre du programme Aurora, au projet IAG4UPEC qui permet un financement de travaux croisés, comportant une dimension juridique, sur l'IA. En dehors de l'UPEC, les fonds obtenus par l'Agence européenne COST WILL prolongent opportunément l'ANR CEPASSOC qui a été porté par notre unité.

La place d'une unité de recherche s'apprécie également à sa capacité à se saisir de débats de société.

En ces temps troublés, où le droit est trop souvent déprécié dans le débat public et où les valeurs universelles sont malmenées, il est important pour notre équipe – et plus généralement pour la Faculté, en cohérence avec l'action menée par le Doyen -, d'organiser des événements qui constituent des marqueurs de l'attachement de la communauté universitaire aux droits, aux libertés et aux valeurs inhérentes à tout Etat de droit. A ce titre, signalons, d'une part, la très belle conférence que la vice-présidente de la Cour pénale internationale, Mme Alapini Gansou, a pu donner devant de nombreux étudiants – dans un contexte d'atteintes multiples au droit international. D'autre part, le 27 septembre prochain, le MIL portera une conférence importante sur l'Etat de droit, en partenariat avec l'Ecole Nationale de la Magistrature, qui visera à apprécier les menaces et ses voies de consolidation.

Enfin, au-delà de ces temps forts, la vie d'une équipe repose également sur l'organisation, presque chaque semaine, de nombreux échanges scientifiques et séminaires. Entre les ateliers consacrés à la présentation par des collègues de leurs travaux en cours (3), le cycle de conférences sur les libertés face aux questions de société (3), et les séminaires doctoraux, le MIL s'affirme, grâce à l'investissement des responsables d'axes, comme un lieu concret d'échanges scientifiques et d'enrichissements personnels.

Pour que cette dynamique se poursuive à l'avenir, et en lien avec les recommandations du HCERES, de nouveaux statuts ont été élaborés, de manière collégiale, pour renforcer l'implication de l'ensemble des enseignants-chercheurs dans la désignation de l'équipe direction. Ils seront présentés lors de la prochaine AG du 30 juin prochain.

Dans l'attente du plaisir de vous retrouver à cette occasion ou à la rentrée,
Stéphane de la Rosa, directeur du MIL,
Bénédicte François, directrice-adjointe

Manifestations récentes

23 JANVIER 2025

COLLOQUE INTERNATIONAL – LES REFORMES CONSTITUTIONNELLES DANS LE MONDE CONTEMPORAIN : ENTRE REVISION ET CHANGEMENT DE CONSTITUTION

Le colloque intitulé « les réformes constitutionnelles dans le monde contemporain : entre révision et changement de constitution » s'est déroulé le jeudi 23 janvier dans l'amphithéâtre B1 de la Faculté.

Cette manifestation, organisée par Guelord Luema Lusavuvu, a réuni des magistrats, des avocats, des universitaires et des personnalités politiques de nombreux pays. Elle se situe dans le prolongement des réflexions développées à l'occasion du colloque organisé au mois d'octobre 2024, sur la justice constitutionnelle vue par ses acteurs.



UPEC MIL

LexisNexis

Contact : guelordl@yahoofr

24 JANVIER 2025

DEMI-JOURNEE DOCTORALE DU LABORATOIRE MIL



La demi-journée doctorale du Laboratoire MIL , organisée à l'initiative de Madame Sarah Hadjadj, s'est déroulée le vendredi 24 janvier, en salle A323.

Ce temps d'échanges a notamment permis d'évoquer les difficultés rencontrées par les doctorants, en tenant compte de la diversité de leurs profils. Il visait également à recueillir les besoins auxquels le Laboratoire pouvait répondre pour mieux contribuer à l'accompagnement de leur recherche.

La demi-journée s'est achevée avec la présentation, par la Professeure Manon Altwegg-Boussac, des critères scientifiques retenus par le CNU pour délivrer la qualification aux fonctions de maître de conférences.

28 JANVIER – 25 MARS 2025

SÉMINAIRES DOCTORAUX DU LABORATOIRE MIL

Les séminaires doctoraux du Laboratoire MIL de l'année 2024-2025 ont donné lieu à trois séances :

La première séance, placée sous la coordination scientifique de la Professeure Bénédicte François, s'est déroulée le mardi 28 janvier. Elle était consacrée à l'intervention de Madame Elena Codoni, sur le thème : « Le nouveau rôle des sociétés à but lucratif : étude comparative de la Società Benefit italienne et de la Société à mission française ».

La deuxième séance, placée sous la présidence de la Professeure Manon Altwegg-Boussac, s'est déroulée le mardi 4 mars. Elle était consacrée à l'intervention de Madame Léa Pougnet, sur le thème : « Réflexions autour des fonctions des normes constitutionnelles dans la jurisprudence du Conseil ».

La troisième séance, animée par le Professeur Stéphane de La Rosa, s'est déroulée le mardi 25 mars. Elle a donné lieu à deux interventions spécialisées en droit administratif et économique :

- celle de Monsieur Lacine Diomande, enseignant-chercheur au sein de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) sur le thème : « Retour sur une controverse en droit OHADA : la saisissabilité des biens des entreprises publiques dans la jurisprudence de la CCJA »

- celle de Monsieur Joren Vuylsteke, doctorant et assistant d'enseignement à la KU Leuven, sur le thème : « Competitive tendering beyond public procurement : when does the principle of equal treatment require competitive tendering ? »



30 JANVIER 2025

JOURNÉE D'ÉTUDE – ESPACE PUBLIC, ESPACE DE DROITS



La journée d'étude intitulée « Espace public, espace de droits » s'est déroulée le jeudi 30 janvier 2025 en salle A214.

Cette manifestation a notamment donné lieu aux interventions des Professeurs Stéphanie Hennette-Vauchez et Noé Wagener. Elle était organisée par le collectif de recherche sur l'indésirabilité (CRI), avec le soutien du Lab'Urba et du Laboratoire MIL.

4 FEVRIER 2025

CONFÉRENCE D'ALAIN GERMEAUX

A l'occasion de la remise des diplômes du Master 2 droit européen, Monsieur Alain Germeaux, représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Union européenne, a prononcé une conférence le mardi 4 février dernier à la maison de l'Île-de-France de la Cité internationale universitaire de Paris.

Cette conférence a bénéficié du soutien du Laboratoire MIL.



7 FEVRIER 2025

CONFÉRENCE FIDE FRANCE



Une conférence de la branche française de la Fédération internationale pour le droit européen (FIDE) s'est déroulée le vendredi 7 février, dans la salle de l'Assemblée générale du Conseil d'Etat.

Cette manifestation, à laquelle le Laboratoire MIL était étroitement associé, était consacrée à la présentation de trois rapports français, en prévision du XXXI^e congrès de la FIDE organisé du 28 au 31 mai en Pologne. Ces rapports portent, respectivement, sur « EU emergency Law », « Implementation of DMA and DSA », « EU Energy and solidarity ».



7 FEVRIER 2025

CONFÉRENCE DE LA VICE-PRESIDENTE DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Madame la vice-présidence de la Cour pénale internationale Reine Alapini-Gansou était présente à Créteil le 7 février dernier pour délivrer une conférence dans les locaux de la Faculté de droit.

Cet événement, qui a également donné lieu à la participation du professeur Arnaud de Nanteuil et de la professeure Serena Forlati, doyenne de la Faculté de droit de Ferrare, était organisé par la professeure Bénédicte François. La conférence a permis de réaffirmer l'importance de la CPI dans la préservation et la défense des valeurs universelles.



14 FEVRIER 2025

TABLE-RONDE IAG4UPEC – QUELLE RÉGULATION DU TRAVAIL CACHÉ DE L'IA ?

The poster features the UPEC logo at the top. Below it, the text reads: "TABLE RONDE : QUELLE RÉGULATION DU TRAVAIL CACHÉ DE L'IA ? DROIT FRANÇAIS, DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE ET AU-DELÀ". The date and time are "Le 14 février 2025 de 14h30 à 16h30" at the "AEI International School - Salle Daniel Laurent, 208, Bât. T Campus Centre". It lists the moderator, Antonio Casilli, and the speakers: Madame Claire Marzo, Baptiste Delmas, Fabien Lechevalier, and Stéphane de La Rosa. The poster also includes a globe graphic and logos for UPEC, AEI, IAG, UPEC MIL, and UPEC.

La table-ronde intitulée « Quelle régulation du travail caché de l'IA ? Droit français, droit de l'Union européenne et au-delà » s'est déroulée le vendredi 14 février dans les locaux de l'AEI International School de l'UPEC.

La présentation du sujet et de ses enjeux par Antonio Casilli, professeur de sociologie à l'Institut Polytechnique de Paris, s'est suivie des interventions de Madame Claire Marzo, de Messieurs Baptiste Delmas et Fabien Lechevalier, et du professeur Stéphane de La Rosa.

Cette manifestation, soutenue par le Laboratoire MIL, était organisée dans le cadre du projet Erasmé IAG4UPEC, piloté par Madame Claire Marzo.

Ce projet original a pour objet d'une part de créer une intelligence artificielle générative à l'UPEC et d'autre part de proposer une recherche inédite, innovante et pluridisciplinaire sur ce sujet précis de la création d'une IAG maison dans un cadre institutionnel contraint et de service public qu'est l'université en France. Le projet IAG4UPEC est un projet interdisciplinaire (informatique, droit, gestion, économie, philosophie, sociologie).



20 MARS – 10 JUIN 2025

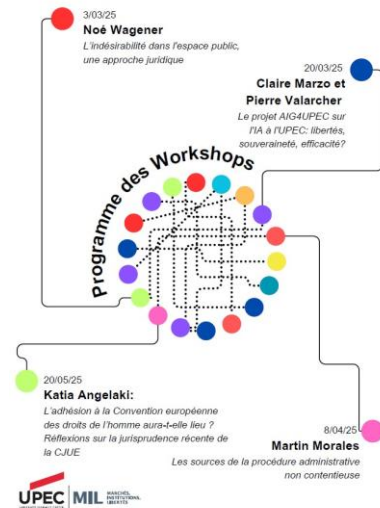
WORKSHOPS DU LABORATOIRE MIL

A l'instar des années précédentes, les workshops du Laboratoire MIL de l'année 2025 étaient consacrés à la présentation de travaux de recherche en cours. Organisés sous la direction scientifique de la professeure Manon Altwegg-Boussac, ces workshops ont donné lieu à trois séances :

La première séance, dédiée à la présentation du projet IAG4UPEC par Madame Claire Marzo et le professeur Pierre Valarcher, s'est déroulée le jeudi 20 mars.

La deuxième séance, organisée le mardi 8 avril, avait pour objet une intervention de Monsieur Martin Morales intitulée "Les sources de la procédure administrative non contentieuse"

La troisième séance, organisée le mardi 10 juin, avait pour objet une intervention de Madame Katia Angelaki intitulée "L'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme aura-t-elle lieu ? Réflexions sur la jurisprudence récente de la CJUE".



29 AVRIL – 17 JUIN 2025

CYCLE DE CONFÉRENCES 2025 – LES LIBERTÉS FACE AUX QUESTIONS DE SOCIÉTÉ



Le cycle de conférences du Laboratoire MIL du premier semestre 2025 avait pour thème les libertés face aux questions de société. Ce cycle était organisé par la professeure Manon Altwegg-Boussac, et a donné lieu à trois conférences :

La première conférence, dispensée par le professeur Carlos Miguel Herrera (CY Cergy Paris Université) sur le thème "La solidarité : enjeux et limites en théorie constitutionnelle", s'est déroulée le mardi 29 avril.

La deuxième conférence, organisée le jeudi 15 mai, était consacrée à la présentation de l'ouvrage de Madame Clotilde Aubry de Maromont (Université de la Réunion) "La société obligée. Origines et fondements de la civilité" (PUF, 2025). Devant un public pluridisciplinaire, des échanges approfondis ont notamment été engagés entre l'autrice, Madame Maud Baldovini et Monsieur Samuel Benisty.

La troisième conférence, organisée le mardi 17 juin, était dispensée par Madame Margaux Bouaziz (Université de Bourgogne) sur le thème "Le label des « questions de sociétés », limite à la protection des droits des minorités ?".



29 AVRIL 2025

WEBINAIRE/SÉMINAIRE COST P-WILL

Un webinaire relatif à la transposition de la directive sur le travail de plateformes numérique s'est déroulé au format hybride le mardi 29 avril dernier dans les locaux du laboratoire MIL.

Cette manifestation, placée sous la direction scientifique de Madame Claire Marzo, bénéficiait du soutien de l'agence européenne COST PWILL (European Cooperation in Science and Technology). Son thème s'inscrit dans le prolongement du projet ANR CEPASSOC piloté par l'organisatrice entre 2021 et 2024.

L'objectif principal de la Plateforme Travail Inclusion Living Lab (P-WILL) est de construire un réseau interdisciplinaire et transdisciplinaire paneuropéen comprenant des décideurs politiques, des leaders de l'industrie, des organisations de la société civile, des concepteurs, des chercheurs. Les principales initiatives ont pour but, au niveau international, de favoriser l'essor de scénarios alternatifs dans le cadre du travail de plateforme numérique.

P-WILL promeut la perspective intersectionnelle de genre du Parlement européen et l'inclusion par la promotion du bien-être, de la justice économique et des droits pour les collectifs traditionnellement exclus, dans la lignée du le pilier européen des droits sociaux.

Site web : <https://pwill.eu/>



Vie du laboratoire

SOUTENANCES DE THESE

31 MARS 2025

DIARIETOU NDONGO – LE RÔLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES ET DES ONG DANS LA PROTECTION DES CIVILS EN PÉRIODE DE CONFLIT ARMÉ

Direction de la thèse : Gérard TEBOUL (PR – UPEC)

Composition du jury :

Régis BISMUTH
(PR – Sciences Po Paris) – Président

Maria FARTUNOVA
(MCF HDR – Université de Lorraine) – Rapporteuse

Beligh NABLI
(PR – UPEC) – Examineur

Claire CRÉPET-DAIGREMONT
(MCF – Université Paris II) - Examinatrice



1^{ER} AVRIL 2025

**BLANDINE VIVIANE POUNOUKO – LES MUTATIONS DANS LE CONTRÔLE DE L'ÉLECTION
DU PRÉSIDENT DE LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE**

Direction de la thèse : Anne LEVADE (PR – Université Paris I)

Composition du jury :

Fabrice HOURQUEBIE
(PR – Université de Bordeaux) – Rapporteur

Pierre DE MONTALIVET
(PR – UPEC) – Examineur

Sophie DE CACQUERAY
(PR – Université d'Aix-Marseille) – Rapporteuse

Anne LEVADE
(PR – Université Paris I) – Directrice de thèse



11 AVRIL 2025

SAID NAGIB – LE CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ DES LOIS EN LYBIE

Direction de la thèse : Beligh NABLI (PR – UPEC)

Composition du jury :

Maria FARTUNOVA
(MCF HDR – Université de Lorraine)

Pierre DE MONTALIVET
(PR – UPEC) – Président

Malik BOUMEDIENE
(MCF HDR – Université de Toulouse) – Rapporteur

Beligh NABLI
(PR – UPEC) – Directeur de thèse



ASSOCIATION AU RÉSEAU JEAN MONNET PROSPER

L'Université Paris Est est l'une des bénéficiaires d'un financement de l'Union européenne (UE) pour la mise en place du réseau Jean Monnet appelé PROSPER (Projet de recherche sur les opportunités de renforcement de la prospérité et de la résilience économique dans l'UE). PROSPER est le seul projet à avoir reçu un financement de l'UE dans le cadre de l'appel du réseau interne Jean Monnet de 2024.

Il est porté au niveau de l'UPEC par la Professeure Laure Clément-Wilz et l'ensemble du réseau est coordonné par le Professeur Federico Fabbrini de Dublin City University. Au niveau du MIL, il réunit déjà de nombreux chercheurs : Katia Angelaki, Charlotte Beaucillon, Arthur Estonnier, Stéphane de la Rosa, Arnaud de Nanteuil, Claire Marzo, Alexandre Maitrot de la Motte, Fabrice Pezet, Laurence Potvin-Solis et Lamprini Xenou. Ce projet, qui s'inscrit dans la continuité de la Chaire Jean Monnet sur la souveraineté économique européenne, pilotée par Stéphane de la Rosa, a vocation à accueillir tout chercheur intéressé par la thématique.

L'objectif de ce réseau de 12 institutions universitaires de 12 États membres de l'UE (Dublin City University (IE), Democracy Institute at Central European University (HU), Free University of Bolzano/Bozen (IT), University of Copenhagen (DK), Erasmus University Rotterdam (NL), Universitat Pompeu Fabra - Barcelona Fabra University (ES), Uniwersytet Jagielloński w Krakowie Krakow (PL), Université libre de Bruxelles (BE), Université du Luxembourg (LU), Otto von Guericke University Magdeburg (DE), Université Paris-Est Creteil (FR), and Aristotele University of Thessaloniki (EL)) est de renforcer le partage des connaissances, de promouvoir les meilleures pratiques et de relever les défis contemporains auxquels l'UE est confrontée par le biais d'initiatives de recherche et d'éducation interdisciplinaires. Il se concentre sur l'exploration et le renforcement de la résilience économique au sein de l'UE, en identifiant et en promouvant des stratégies susceptibles de renforcer la stabilité économique et la croissance, en particulier dans le contexte de défis tels que la mondialisation, le changement climatique et les disparités économiques entre les États membres. Ce réseau vient en soutien en définition des politiques publiques européennes, par l'organisation de rencontres bilatérales avec la Commission européenne, la production de « Policy Papers », et l'organisation d'événements dans chaque Université partenaire.

La conférence de lancement du Réseau s'est tenue à la Dublin City University les 23 et 24 janvier 2025, en présence de Laure Clément-Wilz, qui a présenté le projet pour l'UPEC, Arthur Etronnier, qui a présenté sa recherche, et Stéphane de la Rosa.

<http://prospnetwork.eu/>



POST-DOCTORAT IAG4UPEC « INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET TRAVAIL »



Le projet scientifique de ce post-doctorat présente la spécificité de chercher à établir une cartographie des métiers impactés par l'IA à l'université (et au-delà). Ce post-doctorat 'travail et IA' a pour objet de mieux comprendre les usages de l'IA et de l'IAG et de réfléchir à sa régulation locale, nationale

Durée du contrat : 2 ans

Modalités de candidature : adressez votre CV (incluant une liste des publications et deux référents) et une lettre de motivation à Claire Marzo (claire.marzo@u-pec.fr) avant le 1^{er} juillet 2025

Lien vers la fiche de poste :

Post-doctorat IAG4UPEC "Intelligence et travail" - Marchés, Institutions, Libertés -

Ce projet s'inscrit dans la continuité du projet IAG4UPEC, projet Erasmus, scientifique, pluridisciplinaire et à impact social (voir le site du projet : <https://iag4upec.hypotheses.org/>). Ce projet original a pour objet d'une part de créer une intelligence artificielle générative à l'UPEC et d'autre part de proposer une recherche inédite, innovante et pluridisciplinaire sur ce sujet précis de la création d'une IAG maison dans un cadre institutionnel contraint et de service public qu'est l'université en France. Le projet IAG4UPEC est un projet interdisciplinaire (informatique, droit, gestion, économie, philosophie, sociologie). C'est aussi un projet de recherche collaborative et un projet de recherche-action puisqu'il a vocation à transformer le fonctionnement des services de l'université Paris-Est Créteil.

5 MAI 2025

CONSEIL DE LABORATOIRE ET MODIFICATION DES STATUTS

Les membres du conseil du laboratoire MIL réunis le lundi 5 mai ont examiné le projet de nouveaux statuts élaboré par les professeurs Stéphane de La Rosa et Bénédicte François.

Les amendements au projet initial ont été consignés dans un nouveau texte, qui sera présenté à la commission recherche (CR) de l'Université le 23 juin, avant d'être soumis à l'approbation de l'assemblée générale du laboratoire le 30 juin 2025.



Événements à venir

TABLE-RONDE – L'ÉTAT DE DROIT EN QUESTION Menaces actuelles et perspectives de consolidation

Organisation : Béligh Nabli et Tarik Lakssimi



TABLE RONDE

L'ÉTAT DE DROIT EN QUESTION

Menaces actuelles et perspectives de consolidation

Organisateurs :
Béligh Nabli, professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC, auteur de L'Etat de droit, PUF, Coll. Que Sais-Je ? (sept. 2025)
Tarik Lakssimi, chef du département de la recherche à l'ENM, professeur de droit privé

AU PROGRAMME

<p>14h Ouverture :</p> <p>Tarik Lakssimi, chef du département de la recherche à l'ENM, professeur de droit privé</p> <p>Stéphane de La Rosa, directeur du Laboratoire « M.I.L. » de l'Université Paris-Est Créteil (UPEC), professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC</p> <p>14h15 Introduction :</p> <p>Béligh Nabli, professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC</p> <p>14h30 I - Les sources de menace pour l'Etat de droit</p> <p>Laurence Burgorgue-Larsen, professeure à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), membre du Tribunal Constitucional de Andorra</p> <p>Idris Fassassi, professeur de droit public à l'Université Panthéon-Assas</p> <p>Carlos Miguel Herrera, professeur de droit public à l'Université de Cergy Paris Université</p> <p>Céline Roux, Adjointe de la Défenseuse des droits, en charge du respect de la déontologie par les professionnels de la sécurité, Magistrat judiciaire</p> <p>Modérateur : Béligh Nabli, professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC</p>	<p>15h45 Echange avec le public</p> <p>16h Pause-café</p> <p>16h15 II - Les voies de consolidation de l'Etat de droit</p> <p>Diane Roman, professeure de droit public à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), membre du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM)</p> <p>Eugénie Mériaux, Maître de conférences en droit public, à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne)</p> <p>Jean-Pierre Mignard, Avocat, enseignant à Sciences Po Paris</p> <p>Pierre de Montalivet, professeur de droit public à l'UPEC-Paris XII, membre du Tribunal suprême de Monaco</p> <p>Modératrice : Maud Baldovini Maître de conférences en droit public, à la Faculté de droit de l'UPEC</p> <p>17h30 Echange avec le public</p> <p>18h Cocktail</p>
---	--

Vendredi 26 septembre 2025
École Nationale de la Magistrature
3 ter quai aux fleurs, 75004 Paris
Inscription obligatoire : alysia.favre@justice.fr

Publications

DOSSIER – REVUE DES DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX Constitutionnalisme numérique et approches critiques en droit et technologie

Manon Altwegg-Boussac et Afroditi Marketou

Actes du colloque du 23 novembre 2023 à l'UPEC

Accès libre
Parution : mai 2025



LES MUTATIONS DU DROIT SOCIAL EUROPÉEN AU TEMPS DU TRAVAIL DE PLATEFORMES NUMÉRIQUES Claire Marzo

Peut-on imaginer un droit social européen numérique ? Les changements de la société induits par le numérique tels que la télésurveillance, la géolocalisation, le travail de plateformes numériques (Uber, Deliveroo, AirBnb) s'inscrivent dans le droit existant et appellent une adaptation ou une transformation de celui-ci. C'est ainsi que le droit social européen, modèle souvent critiqué, mais finalement établi, est aussi transformé par le numérique. De nouvelles directives sont proposées et adoptées, des recommandations et des lignes directrices viennent changer le droit. Est proposée ici une analyse de ces textes nouveaux et de leurs conséquences en termes de mutation et d'avenir du droit social européen.

Éditeur : Presses Universitaires de Rennes
Parution : 13/03/2025

Open access : <https://droit.cairn.info/les-mutations-du-droit-social-europeen-au-temps-du-travail-de-plateformes-numeriques--9782753599260-page-3?lang=fr>

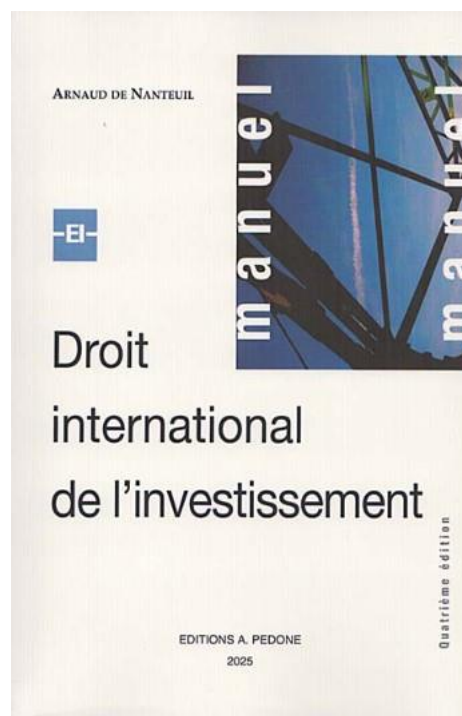


DROIT INTERNATIONAL DE L'INVESTISSEMENT – 4^e ÉDITION

Arnaud de Nanteuil

Ce manuel, le seul en langue française entend présenter le droit international de l'investissement de manière globale et synthétique. Abordant la question des sources (internes et internationales), des acteurs (l'investisseur et l'État), du contentieux arbitral (dans ses aspects institutionnels et procéduraux) des règles substantielles de protection (traitement juste et équitable, protection contre l'expropriation, etc.) ainsi que celle de l'articulation entre le droit de l'investissement et d'autres disciplines (droits de l'homme, droit de l'environnement, droit de l'Union européenne) il se veut simple et accessible. Relativement bref pour demeurer abordable, ce livre s'adresse donc en priorité aux étudiants et jeunes chercheurs que la matière serait susceptible d'intéresser, mais aussi aux praticiens - de plus en plus nombreux - confrontés à la discipline dans le cadre de leur activité.

Éditeur : Pedone
Parution : 15/03/2025



Sélection d'articles et de contributions individuelles

Altwegg-Boussac, Manon – (avec Afroditi Marketou) « Constitutionnalisme numérique et approches critiques en droit et technologie », Introduction au dossier dans *Revue des droits et libertés fondamentaux*, à paraître en accès libre en mai 2025

Angelaki, Aikaterina - « L'adaptation par la différenciation » in *L'Union européenne et la gestion des crises*, Actes du colloque de Nice des 2 et 3 décembre 2021, Paris, Pedone, 2024, pp. 157-168.

Cuzacq, Nicolas – « Le périmètre de la directive Vigilance du 13 juin 2024 ou la difficulté d'équilibrer les deux plateaux de la balance de Thémis », *Revue des sociétés / Nicolas Cuzacq – Rev. sociétés* 2025. 159 – 12 mars 2025

De La Rosa, Stéphane - « Vers des règles de commande publique distinctes pour les opérateurs d'Etats tiers sans accords de libre-échange. A propos de l'arrêt Kolin », C-652/22, AJDA 31 mars 2025, n° 12/2025

« L'influence du Green deal sur le droit européen de la commande publique », in (dir.) A. Hervé, *Green deal et marché : vers une transformation matricielle du droit européen ?*, Bruylant, coll. Colloques, 2025

(collab. G. Dezobry) « Rapport français sur la politique européenne de l'énergie », rapport national en vue du XXI^e congrès FIDE – Energy solidarity and energy security – from green transition to the EU's crisis management, disponible sur :

<https://monograph.us.edu.pl/index.php/wydawnictwo/catalog/view/PN.4296/377/250>

De Nanteuil, Arnaud – « La neutralité dans la justice internationale à la lumière des opinions individuelles de certains juges de la Cour internationale de Justice dans quelques affaires récentes », *Revue de droit international d'Assas*, n°7, 2025, pp. 139-147

« Arbitrage d'investissement et protection de l'environnement : peut-on promouvoir l'investissement en faveur du développement durable ? », *Les cahiers de l'arbitrage – The Paris Journal of International Arbitration*, 2025/1

« Sanctions internationales et arbitrage d'investissement : la voie du déni des avantages devrait-elle être explorée ? La Décision (UE) 2024/1852 du Conseil du 25 juin 2024 », *Les cahiers de l'Arbitrage / The Paris Journal of International Arbitration*, 2024/4, pp. 32-39.

« The role of Time in Allocating the Burden of Proof in Investment Arbitration », in A. Gattini (ed.), *Time and international adjudication*, Brill, 2025, pp. 375-387

Gency-Tandonnet, Dominique – Jurisclasseur Transport, Fascicule 745, Transport interne routier de marchandises, Responsabilité du transporteur, Janvier 2025

« Protection des personnes handicapées et à mobilité réduite en transport routier : quelles améliorations ? », *Revue des affaires européennes* 2024, p. 433-450

Gilbert, Simon – « La gestion administrative au XIX^e siècle. *L'affaiblissement progressif d'un critère clef d'application du droit privé en matière administrative* », in *Le droit privé administratif*, sous la dir. d'Anne Jacquemet-Gauché et Ioannis Michalis, Paris, Institut francophone pour la justice et la démocratie, *collection colloques et essais*, 2025, p. 31-79.

Godechot-Patris, Sara – « la transmission du patrimoine - Mise au point », in *Femmes et patrimoine*, RJPF Mars 2025, 298-9.

« Le mythe de l'unité de l'administration, Relecture de l'article d'Yvon Loussouarn, l'administration des successions en droit international privé », *JDI HS* 2025, p. 137

Chronique de droit international privé, *Defrénois* 13 fév. 2025, n°6, p. 21

« Successions testamentaire internationale en présence d'héritiers placés sous un régime de protection », *SNH* 2025 n°5, p. 11 s.

Maitrot de la Motte, Alexandre - « Les avantages fiscaux sélectifs et le droit de l'Union européenne après les arrêts Apple et ITV : enjeux et perspectives », *Revue de Droit Fiscal*, 2025, n° 7-8, étude 35

« Droit fiscal de l'Union européenne : chronique de jurisprudence et de législation (1^{er} septembre 2024 – 30 novembre 2024) » (avec Anne Iljic, Fabrice Pezet et Flora Sicard), *Revue de Droit Fiscal*, 2025, n° 5, étude 24

« Droit fiscal de l'Union européenne : chronique de jurisprudence et de législation (1er décembre 2024 – 28 février 2025) » (avec Anne Iljic, Fabrice Pezet et Flora Sicard), *Revue de Droit Fiscal*, 2025, n° 17, étude 202

Marguet, Laurie - « De l'existence d'un droit à l'avortement en France », in *De haute lutte. La révolution de l'avortement*, éditions du CNRS, 2025.

Marketou, Afroditi - « Local Meanings of EU Law: The Case of Proportionality », *Verfassungsblog.de*, Symposium « Controverses sur les méthodes en droit de l'Union européenne », mai 2025, <https://verfassungsblog.de/local-meanings-of-eu-law/>

« Quelle constitution pour Internet ? Réaction au livre d'Edoardo Celeste *Digital Constitutionalism : The Role of Internet Bills of Rights* », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, à paraître en accès libre en juin 2025

Marzo, Claire – « Les mutations du droit social européen au prisme des normes applicables au travail de plateformes numériques », Presses universitaires de Rennes et CAIRN (open access), 2024, disponible sur <https://droit.cairn.info/les-mutations-du-droit-social-europeen-au-temps-du-travail-de-plateformes-numeriques--9782753599260?lang=fr&tab=sommaire>

Fascicules d'encyclopédie juridique : Fascicule 605 Lexis Nexis : Droit social européen : Relations individuelles de travail : Encadrement des formes d'emploi, Encyclopédies Jurisclasseurs, Droit européen, disponible sur Lexis360.

« Influencers, Labour Law and social protection: A Comparative Analysis between France and the United Kingdom », in Taylor Annabell, Christian Fieseler, Catalina Goanta, Isabelle Wildhaber, *The Hashtag Hustle: Law and Policy Perspectives on Working in the Influencer Economy*, 2nd edited volume on influencer regulation, Edward Elgar Pub Ltd series, The Hashtag Hustle, jan 2025.

« La proposition de directive européenne 2021/762, une protection des travailleurs de plateformes en cercles concentriques », in Isabelle Daugareilh, *La plateformes du travail*, Bruylant, 2025.

Morales, Martin – « Dérogation espèce protégée : l'institution d'une présomption de raison impérative d'intérêt public majeur au profit de la réalisation de logements sociaux ? », JCP A, 2025, n°2102

Responsabilité des constructeurs en droit public, note sous Conseil d'État, 2 octobre 2024, n° 488166, Société Apave Infrastructures et Construction France, Lebon T. et Conseil d'État, 2 octobre 2024, n° 474364, Société Bureau Veritas construction et autres, Lebon T. Précisions apportées par le Conseil d'État sur la responsabilité du contrôleur technique, RDI 2025. 82

Saunier, Claire - C. Saunier, "L'exclusion du "politique" par le juge de droit public", in E. Fraysse (dir.), *Droit public et politique*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. Colloques&Essais, 2025, p. 37-53.

Wagener, Noé – « Chapitre XVI. Conclusions », in Florian Couveinhes Matsumoto et Nathalie Clarenc Bicudo, *Le Rojava démocratique et le droit*, Bruylant, coll. Droit international, 2025, p. 447-457.

(avec Karine Parrot) « À quoi bon le droit ? », *Recueil Dalloz*, 2025, n° 12, p. 540-541.

(avec Inès Lamouri) « Patrimoine » [chronique], *Les Dossiers Urbanisme Aménagement*, n° 63, avril 2025, p. 29-30.